

CONSEIL D'ÉTAT

Étude annuelle 2017

Puissance publique et plateformes numériques : accompagner l'« ubérisation »

L'étude a été adoptée
par l'assemblée générale du Conseil d'État
le 13 juillet 2017

Table des matières

■ Sommaire	3
■ LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES ACRONYMES.....	5
■ AVANT-PROPOS.....	7
■ SYNTHÈSE.....	11
■ Étude annuelle – PUISSANCE PUBLIQUE ET PLATEFORMES NUMÉRIQUES : ACCOMPAGNER L'« UBÉRISATION »	23
■ LEXIQUE DES PRINCIPAUX TERMES UTILISÉS.....	25
■ Introduction – PENSER LA RUPTURE.....	29
■ Première partie – QUELQUE CHOSE EST EN TRAIN DE SE PASSER.....	33
1.1. La plateforme : figure de proue de l'« ubérisation »	34
– 1.1.1 L'émergence du capitalisme des plateformes	36
– 1.1.2 Un changement de paradigme économique et social	39
– 1.1.3 Essai de typologie d'un objet peu juridique aux contours incertains	45
1.2. Au cœur de la plateforme : les ressorts d'une nouvelle fondation.....	49
– 1.2.1 Le réseau : figure non géométrique d'une dynamique contestataire	51
– 1.2.2 La rencontre d'un modèle économique et d'aspirations sociales	55
1.3. Dans l'écosystème de la plateforme : les robots face aux feux du soleil..	58
– 1.3.1 Algorithmes et intelligence artificielle : la loi du code	59
– 1.3.2 L'internet des objets, catalyseur de l'« ubérisation »	62
– 1.3.3 La blockchain, aboutissement du processus de désintermédiation ?	66
■ Deuxième partie – DE LA RUPTURE ÉCONOMIQUE AUX BOULEVERSEMENTS JURIDIQUES	69
2.1. Une remise en cause des concepts du droit économique	70
– 2.1.1 Une économie nouvelle qui déstabilise les cadres de l'intervention économique	71
– 2.1.2 Une économie de la multitude qui morcelle les blocs juridiques de l'économie industrielle	76
– 2.1.3 Une économie globalisée qui repousse les frontières territoriales du droit	82
2.2. De nouveaux horizons pour le droit social et le droit du travail	84
– 2.2.1 Travail salarié ou travail indépendant : le nécessaire dépassement d'une dichotomie devenue trop radicale	85
– 2.2.2 L'émergence d'une « e-solidarité » collaborative, coopérative et universelle : alternative à l'essoufflement des formes traditionnelles de lien social	90

2.3. De nouvelles frontières pour l'État et les services publics	93
– 2.3.1 L'État-autorité au défi de l'« ubérisation »	94
– 2.3.2 La mort du bison ou l'État-service peau de chagrin	97
– 2.3.3 État-plateforme contre État-silo	102
■ Troisième partie – LES POUVOIRS PUBLICS, L'INNOVATION ET LE DROIT	105
3.1. Présenter un « paquet européen » <i>Innovation technologique et droits fondamentaux</i> pour libérer l'innovation et protéger l'individu	108
– 3.1.1 Une communication de la Commission européenne mettant en perspective les principes applicables avec les évolutions en cours	111
– 3.1.2 Un règlement de l'Union européenne affirmant la primauté de l'humain sur la machine.....	114
– 3.1.3 Une recommandation du Conseil de l'Union pour une meilleure solidarité européenne à l'ère du numérique.....	121
3.2. Favoriser, dans l'ordre juridique interne, le développement de l'économie des plateformes tout en veillant à l'équité des règles et à la protection des droits des salariés	123
– 3.2.1 Accompagner le développement de l'économie des plateformes	123
– 3.2.2. Mettre en place des règles équitables.....	126
– 3.2.3 Protéger les droits des travailleurs des plateformes.....	130
3.3. Tirer les conséquences des dynamiques sociétales de l'« ubérisation » sur l'organisation et le fonctionnement des pouvoirs publics	132
– 3.3.1 Adapter le périmètre des services publics	132
– 3.3.2 Favoriser le développement des services publics numériques	135
– 3.3.3 Adapter les processus d'élaboration des normes.....	137
■ Conclusion – ÊTRE OU NE PAS ÊTRE?.....	141
■ LISTE DES PROPOSITIONS.....	143
■ ANNEXES	149
Annexe 1 – Liste des personnes auditionnées	151
– 1. Auditions en France	151
– 2. Rencontres au sein des institutions de l'Union européenne (Bruxelles).....	155
– 3. Rencontres à l'Organisation internationale du travail (Genève)	156
Annexe 2 – « Groupe de contact » de l'étude annuelle	157
Annexe 3 – « Comité d'orientation » de l'étude annuelle	158
■ CONTRIBUTIONS	159
Requêtes aux législateurs	161
L'ubérisation, l'État et l'Europe.....	169
L'algorithme et les droits de l'Homme	179